

ÉMEUTES, Et coup de

Les événements que l'on vient de vivre ressemblent peu à ceux d'octobre 1988. Cela cependant ne diminue en rien leur gravité et ne limite nullement leur portée. Leur caractéristique essentielle ou leur différence par rapport à 1988 est qu'ils ont touché toute l'Algérie, du nord au sud, et d'est en ouest, en passant par le centre, provoquant des dégâts considérables dans tous les chefs-lieux de wilaya et dans bien d'autres villes de moindre importance.



ce. Pour cela, ces événements ne peuvent raisonnablement être ni minimisés ni réduits à un simple «coup de fièvre», rapidement jugulé et éteint. En vérité, ils sont socialement très graves et politiquement lourds de sens, même s'ils sont peu comparables à ceux d'octobre 1988.

Certes, les lectures de ce qui s'est produit et les prévisions quant à ce qui s'ensuivra dans les prochains jours et semaines divergent, selon les responsables politiques, et varient d'un média à l'autre et d'un observateur à l'autre ; mais personne ne peut contester que ces émeutes sont l'aboutissement d'une dégradation économique et sociale délétère qui a atteint son paroxysme avec la mise en vigueur de la loi de finances pour 2011. Le souhait de tous est qu'elles vont clore une période détestable marquée par une politique économico-sociale sinieuse et de graves affaires de corruption, pour devenir le point de départ d'une nouvelle ère marquée par des mesures correctives, techniques et politiques. D'où la nécessité urgente de passer de la phase sécuritaire à celle de la reconstruction, sachant que tout pouvoir politique qui s'en remet souvent aux services de sécurité, pour régler les problèmes politiques, économiques ou sociaux, finira un jour par leur rendre des comptes. Les jeunes gens qui sont sortis dans les rues au début de ce mois, d'abord à Bab-el-Oued puis un peu partout dans le pays, ne sont pas issus de familles privilégiées ou rentières ; ces jeunes-là que le destin a largement gâtés n'ont en effet rien à revendiquer : ils ne manquent de rien et disposent même du superflu, dans le pays et à l'étranger !

La jeunesse qui a déferlé dans les

rues est celle qui hante les cités surpeuplées ; c'est la jeunesse qui subit le chômage et la crise du logement ; c'est celle des laissés-pour-compte qui ne sont pas satisfaits de leur sort. Les dernières hausses des prix de quelques denrées de première nécessité les ont frappés violemment et de plein fouet, par leur ampleur et leur soudaineté ; ces hausses dont tout le monde convient qu'elles étaient excessives ont été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Il y a un moment

honorables Premiers ministres, peu de jours avant les émeutes : «Voulez-vous m'expliquer, lui dit-elle avec une feinte naïveté devant le Conseil de la Nation réuni en séance plénière, pourquoi il y a inadéquation entre les chiffres et statistiques du gouvernement, d'une part, et la réalité socioéconomique sur le terrain, d'autre part ?» !

Elle trouvait, affirmait-elle, sérieusement inquiétant le développement de la *harga* et souhaitait qu'on s'attaquât à ce phénomène social tout à fait nouveau chez nous, autrement que par la répression.

On a envie d'ajouter que la répression des *harraga*, pratiquée depuis un peu plus de deux ans aujourd'hui, n'a pas découragé les candidats à la *harga*, puisque celle-ci se pratique désormais pendant l'hiver, avec les risques que l'on sait.

Une fois encore, il y a des problèmes que la répression ne peut pas solutionner. On rappellera que le 8 janvier 2011, les ministres réunis sous la présidence du Premier ministre ont suspendu l'application de certaines dispositions de la loi de finances pour 2011, loi qu'ils avaient eux-mêmes conçue, élaborée et décidée, que le Parlement a ensuite approuvée à la quasi-unanimité, et que le président de la République a signée et promulguée fin décembre 2010 pour entrer en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2011.

Les directions politiques des partis de l'alliance, majoritairement représentés au Parlement et au gouvernement, avaient approuvé à l'unisson cette loi de finances aux effets pervers, avaient déjà «essuyé le couteau» sur les «spéculateurs» et «les jeunes inconscients».

On déplore que les représentants du peuple — députés et sénateurs — ainsi que les représentants des travailleurs salariés — UGTA en tête — ont tous manqué de perspicacité et de lucidité. Avaient-ils réellement conscience de ce qu'ils décidaient et approuvaient ? Bref, ont-ils réellement mesuré l'impact de cette loi ?

On se demande, après ces émeutes sanglantes et dévastatrices que le pays vient de subir, si le Parlement et les syndicats servent encore à quelque chose... De plus, qui a vu un élu ou un célèbre syndicaliste aller à la rencontre des mani-

festants, qu'ils sont censés représenter, pour les raisonner et les calmer ? Nos représentants étaient tous aux abonnés absents, et n'était la police qui, dans ces émeutes a essuyé les plâtres, le pays serait à feu et à sang, pour reprendre l'expression d'un chef de parti politique et député qui a voté, sans réserve, la loi de finances et du même coup, les hausses des droits et taxes qu'elle induisait. C'est avec un sans-gêne choquant, qu'ils se sont tous, dès les premières protestations, essayé de se défaire sur d'autres, de leurs propres responsabilités.

Puis, lorsque la TV, la radio et les médias ont annoncé que le gouvernement avait décidé d'exonérer des droits et taxes les produits suivants : sucre, huile et farine, toute honte bue, ils ont fini par admettre les uns après les autres que la hausse des prix des produits de large consommation était due aux nouvelles mesures fiscales et réglementaires qu'ils ont décidées, et à admettre par là même que les émeutes n'étaient pas sans cause et qu'elles auraient pu être évitées. Le pouvoir politique avouait donc implicitement que la situation désastreuse ainsi provoquée — c'est le mot qu'il convient d'employer dans ce cas — est bien de son fait et non du fait des commerçants de gros ou de détail, ni d'un quelconque ennemi intérieur ou extérieur. Par la même occasion, et sans doute dans la précipitation, il faisait marche arrière devant les grossistes, notamment en suspendant la mise en application des paiements par chèques. S'agissant des prix, s'il n'appartient plus — libéralisme oblige — au gouvernement de fixer les prix de vente de tous les produits, il est toujours de son devoir d'en surveiller l'évolution et de «réguler» l'économie.

Le gouvernement ne fixe pas les prix, mais il a les moyens d'agir sur les flambées de prix. Point n'est besoin d'être économiste ou expert de je ne sais quoi, pour savoir que les produits et services de large consommation ou de première nécessité, comme le sucre, le lait, le café, l'huile, les farines, semoules mais aussi... le gaz, l'électricité et l'eau, font chacun l'objet d'une fiche technique, où sont indiqués : les coûts de production de la matière première ou les prix à l'importation, les droits et taxes revenant à

